

Georg Lukács

*Les syndicats en route
vers la révolution.*

1920

Traduction de Jean-Pierre Morbois

Ce texte est la traduction de l'essai de Georg Lukács :
Die Gewerkschaften auf dem Wege der Revolution (1920)

Il occupe les pages 189 à 194 du recueil *Revolution und Gegenrevolution, Politische Aufsätze II* [Révolution et Contrerévolution, Essais politiques II], Darmstadt & Neuwied, Luchterhand, 1976.

Il a été publié pour la première fois en hongrois sous le titre *A szakszervezetek a forradalom útján* dans *Proletár*, revue du PCH éditée à Vienne, 1^{ère} année, 23 décembre 1920, pp. 3-4.

Toutes les notes de bas de page sont du traducteur.

GEORG LUKÁCS, LES SYNDICATS EN ROUTE VERS LA RÉVOLUTION.



A handwritten signature of Georg Lukács in cursive script, written in dark ink on a light-colored background.

Georg Lukács (1885-1971)

En exil à Vienne, Georg Lukács continue d'alimenter journalièrement la presse communiste en langue allemande ou hongroise en articles commentant l'actualité. Le présent article est consacré au récent congrès de l'Internationale d'Amsterdam.¹

La question syndicale a été abordée à l'été 1920 lors du 2^{ème} congrès de l'Internationale Communiste.² Les consignes sont de travailler dans les syndicats existants, d'y dénoncer les bureaucraties réformistes sans craindre la scission, et de participer aux syndicats révolutionnaires là où ils existent.



Sigle du Profintern
(Internationale Syndicale Rouge)

¹ Fédération Syndicale Internationale (FSI), dite Internationale d'Amsterdam, créée en 1919.

² *cf. : Le mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usines, in Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste, 1919-1923. Bibliothèque communiste, Librairie du travail, réimpression en fac-similé, Paris, François Maspero, 1969, pp. 33-36.*

Les syndicats en route vers la révolution

Malgré toute la publicité d'une partie de la social-démocratie et de la presse bourgeoise, on ne peut pas nier que le congrès de l'Internationale Syndicale s'est tenu au milieu d'une grave crise du mouvement syndical. Et même si les leaders syndicaux réunis là-bas – avec la routine des congrès et l'habileté qui leur sont habituelles – ont cherché à dissimuler devant l'opinion publique l'existence de la crise, ils n'ont pu parvenir qu'à cacher provisoirement aux couches de travailleurs sans conscience de classe la faille de plus en plus large et profonde au sein du mouvement syndical. Mais cela sera très bientôt visible pour tous, ce n'est qu'une question de temps.

Il est facile d'énumérer les signes extérieurs de la crise. D'un côté, il y a la simple formation à Moscou de l'Internationale Rouge.³ L'alliance Jouhaux-Appleton-Fimmen-Legien⁴ n'a pas, dès le début, réuni la totalité du prolétariat révolutionnaire organisé du monde. Pour ne citer qu'un exemple, l'organisation révolutionnaire des travailleurs américains, le syndicat *Industrial Workers of the World* [Travailleurs de l'Industrie du Monde] (IWW), n'a jamais rien voulu savoir de cette alliance des bureaucraties syndicales. L'Internationale Syndicale Rouge de Moscou ne pouvait certes pas non plus, jusqu'à présent

³ Suite au 2^{ème} congrès de l'Internationale communiste a été créé un Conseil International des Syndicats Rouges. L'ISR. tient son 1^{er} congrès le 3 juillet 1921.

⁴ Léon Henri Jouhaux (1879-1954), syndicaliste français
William Archibald Appleton (1859-1940), syndicaliste anglais.
Eduard Carl Fimmen (1881-1942), syndicaliste néerlandais.
Carl Legien (1861-1920), syndicaliste allemand.

– principalement en raison de sa brève existence – faire advenir une telle unité du prolétariat révolutionnaire, mais elle est sans nul doute sur la bonne voie. L'IWW n'y a certes pas encore adhéré, mais le *Shop Stewards Movement* anglais [mouvement des délégués syndicaux] l'a fait – et à côté des syndicalistes italiens déjà les syndicats russes, italiens, espagnols, yougoslaves, et bulgares. Et dans les mouvements syndicaux de tous les pays, il y a de forts courants en faveur d'une rupture avec Amsterdam. (Ainsi, par exemple, l'Union des syndicats ouvriers du département de la Seine a récemment pris position en ce sens.) Parallèlement à cela, les éléments extrémistes de droite ont commencé à se séparer de l'Internationale jaune. Déjà, *Gompers*⁵ et les syndicats américains qu'il représente n'ont pas pris part à la conférence de Londres⁶ parce qu'ils trouvaient « trop radicale » la position de l'Internationale, par exemple sur la question du boycott contre la Hongrie. Et Appleton, au congrès, a démissionné de son poste pour la même raison.

Malgré tout, les deux processus ne font que commencer et tout laisse jusqu'à présent présager qu'ils vont maintenant s'amplifier. Sans du tout parler maintenant du mouvement de l'Internationale Rouge, les décisions du congrès sont telles qu'elles rendent inévitables l'impossibilité et l'exclusion plus ou moins rapide de la droite. Le congrès a en effet adopté une résolution qui accepte et permet d'exercer le boycott et la grève de masse comme arme efficace contre la réaction. Aussi ambiguë que soit cette résolution, même si elle évite le mot

⁵ Samuel Gompers (1850-1924), leader syndicaliste, président de la Fédération américaine du travail (AFL).

⁶ 2^{ème} congrès de la FSI.

Capitalisme – y compris dans le texte de la résolution pour mentionner le combat de la réaction qui ne menace que la « démocratie », la simple résolution (ainsi que la tactique suivie dans la dernière période par l'Internationale d'Amsterdam) *est un signe d'un changement profond*. C'est un signe d'un changement profond auquel l'alliance des bureaucrates syndicaux – *contre leur volonté* – sont *contraints* par la force des événements et par la pression des masses.

Les syndicats doivent abandonner leur « neutralité » politique : C'est là le trait général le plus important du changement. Mais la politisation des syndicats en reste là, et ne peut pas en rester là. Toutes les manœuvres de Jouhaux, Legien et Fimmen sont vaines : *les syndicats seront politiquement contraints au point de vue des centristes, des Indépendants* et ils doivent avec le temps en tirer toutes les conséquences. La conséquence signifie, en dernière instance, certainement, la scission interne et la dissolution. Le point de vue des centristes ne se sépare en effet de celui de la droite qu'en ce qu'il n'a pas le courage honteux *de s'opposer ouvertement en théorie et en action au mouvement ouvrier révolutionnaire*. Les centristes *s'approprient le mot d'ordre de révolution* sous l'influence du penchant à gauche des masses. Ils le font assurément dans l'intention consciente ou inconsciente, quand il faudra en venir au fait, de guider le monde ouvrier dans la direction opposée. Mais dans des époques révolutionnaires, il est très difficile de dissimuler longtemps l'opposition entre les paroles et les actes. Les paroles, dans l'esprit des leaders ouvriers, des « théoriciens » et des bureaucrates, ne sont que des mots. *Dans l'esprit des ouvriers, le simple mot – que son énonciateur le veuille ou*

non – signifie l’invitation inconditionnelle à des actions ! et cela signifie ensuite aussi, tôt ou tard, une action. Les centristes deviennent ainsi, justement en raison de leur politique « plus intelligente » leurs propres fossoyeurs : leurs troupes prennent au sérieux ce qu’ils proclament. Et *dès qu’ils le prennent au sérieux, dès que cela leur est passé dans la chair et le sang – ils se détournent obligatoirement des centristes.*

Appleton a reconnu ce danger avec la clairvoyance mesquine, mais riche d’expérience pratique, des politiciens extrémistes de droite : « Je ne veux pas par toutes sortes de théories lier le destin du mouvement ouvrier à des expérimentations. » Cela veut dire finalement qu’il ne veut pas impliquer les syndicats dans le combat « politique » et qu’il veut réunir les forces pour une lutte purement économique. *Mais la lutte purement économique signifie dans la crise actuelle du capitalisme l’abandon de tout combat sérieux, le soutien actif à la réorganisation du capitalisme.* (De même par exemple que la lutte contre la « dictature » équivaut au soutien à la bourgeoisie.) Le rôle des syndicats dans l’époque dite normale du capitalisme ne pouvait en effet pas non plus être simplement de caractère *défensif*. Selon Marx, « Les syndicats *agissent utilement* en tant que centres de résistance *aux empiétements du capital.* »⁷ Ils peuvent établir un rapport entre le salaire, le temps de travail, etc. *qui corresponde à la situation effective du marché,* qui serait déplacé au détriment des ouvriers par la situation

⁷ Karl Marx, *Salaire, Prix et Profit*, in *Travail salarié et capital*, suivi de ..., Paris, Éditions Sociales, 1962, p.116.

plus favorable des capitalistes si les ouvriers n'étaient pas organisés.

Mais toutes les illusions selon lesquelles le combat économique des syndicats conduirait à un contrôle effectif de la production, à un changement – lent – au profit de la classe ouvrière sont des illusions vaines et de ce fait dangereuses, et elles sont, comme Rosa Luxemburg l'a montré dès 1899 contre Bernstein, *une utopie réactionnaire*.⁸ Car ou bien ce contrôle n'intervient pas effectivement dans l'orientation capitaliste de la production – dans ce cas se crée un compromis entre les capitalistes et la bureaucratie ouvrière qui conduit inconditionnellement, non seulement à la trahison de la cause du socialisme, mais aussi à la trahison des *intérêts quotidiens* immédiats des masses ouvrières. Ou bien on entreprend la tentative de contrôler effectivement la production *conformément* aux intérêts de *la classe ouvrière*. Mais *dans ce cas*, quels que soient l'objectif et l'idéologie il a commencé le combat, le prolétariat entre inévitablement en conflit avec l'organisation de la puissance de la *société* capitaliste, *avec l'État*. Et ce combat – répétons-le : quels qu'aient été ses mots d'ordre et ses objectifs fixés – devient obligatoirement *un combat politique*. Les luttes des mineurs anglais et des métallurgistes italiens montrent nettement ces deux possibilités. Dans les deux cas, les dirigeants syndicaux s'en sont fermement tenus au caractère purement économique du mouvement. Dans le premier cas, *ils sont parvenus aussi à rester à l'intérieur des limites économiques, à démobiliser la grève*. Car le capitalisme anglais a

⁸ Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution*, Moscou, Éditions en langues étrangères, Première partie, § 5. p. 74.

vu la situation plus clairement que le monde ouvrier. Une mise à l'arrêt plus longue de l'industrie minière est pour l'Angleterre une question existentielle ; quelle que soit la raison de la grève, c'est un fait politique sur lequel la puissance de l'État doit peser de toutes ses forces. Le mouvement « économique » cesse d'être un mouvement économique à l'instant même où il devient un mouvement effectif. Il ne reste purement économique que quand il atteint, grâce à des *menaces* de grève, par le moyen de *négociations*, des « résultats » qui – s'ils sont organisationnels – doivent rester sur le papier ; s'ils répondaient à des revendications salariales, ils seront sous peu sans valeur par suite de l'évolution des prix. En Italie, comme on le sait, le mouvement a conduit à l'occupation des usines. Mais comme le monde ouvrier égaré par la bureaucratie syndicale n'a pas pris conscience *qu'il devait s'emparer du pouvoir d'État s'il voulait conserver les usines*, il a subi une défaite à l'occasion de laquelle il n'a été sauvé d'une catastrophe plus importante que par l'hésitation de la bourgeoisie italienne.

La crise du capitalisme a aboli les luttes purement économiques. Avec le sabotage général actuel du capital, avec la puissante croissance du chômage, avec les hausses quotidiennes des prix, il est impossible de stopper la chute ininterrompue du niveau de vie du monde ouvrier par une voie « économique ». *Si l'ordre capitaliste de production veut se reconstruire, s'il veut à nouveau accumuler, il ne peut pas l'atteindre autrement que par l'asservissement total du monde ouvrier, par l'accroissement illimité de la misère actuelle.* S'il ne veut pas être ruiné, le prolétariat est contraint à une offensive contre le capitalisme, et dans

ce combat, il ne peut pas utiliser l'arme défensive de la lutte syndicale isolée, purement économique.

Cette connaissance va de plus en plus être enseignée aux masses ouvrières par la logique des conditions. Aujourd'hui déjà, les prolétaires sentent partout que la pérennité de la Russie soviétique est leur intérêt direct, que la simple existence du pays d'Horthy est une mise en danger directe des ouvriers de tous les pays. De cette prise de conscience a découlé le mouvement *bas les pattes devant la Russie* et le boycott de la Hongrie : cette prise de conscience a eu pour conséquence la grève de masse mentionnée ci-dessus et le boycott comme armes contre la réaction.

Mais contre la réaction – comme le boycott hongrois l'a clairement montré – on ne peut pas lutter sans lutter aussi contre l'État « démocratique », contre le capitalisme. Et la grève de masse, le boycott – quel qu'en soit le but – et aujourd'hui impossible sans qu'on se heurte à l'État. La simple existence de la grève de masse est déjà un fait politique. Cela, les ouvriers le ressentent aussi. Et les dirigeants de l'Internationale jaune d'Amsterdam produisent ces mots d'ordre dans l'espoir qu'ils restent seulement des mots d'ordre ; afin que l'on puisse justement grâce à eux saboter l'éveil du monde ouvrier à une conscience politique, saboter la révolution.

Et cette situation détermine clairement notre tactique à leur égard. On doit faire comprendre au monde ouvrier ce que signifient ces mots d'ordre et ces résolutions. Il faut amener les travailleurs à exiger leur mise en application par des actes. L'existence de l'Internationale d'Amsterdam est fondée sur la discordance entre les paroles et les actes. *De même que le Parti Indépendant Allemand a*

sombré du fait que sa propagande prônait l'adhésion à Moscou – et ses troupes y ont effectivement adhéré –, de même l'Internationale d'Amsterdam va se briser lorsque les masses travailleuses feront de la grève de masse et du boycott une véritable grève de masse et un véritable boycott contre la réaction.

[1920]

